

Exhibit 17

Exhibit 17

grosse dévise à SCP Gayraud le 29/11/11
à M^e Bessis le 23/12/11

TRIBUNAL DE
COMMERCE
DE PONTOISE

JUGEMENT DU 28 Novembre 2011
8ème Chambre

N° PCL 1998J00252

M. Gholam Reza ZANDIAN JAZI
contre
Me CANET ES-QUAL. LJ ZANDIAN JAZI
BANK MELLI IRAN
TRESORERIE PRINCIPALE DE PARIS
M. et Mme Jérôme BENHAMOU

N° RG: 2011L00791

DEMANDEUR

M. Gholam Reza ZANDIAN JAZI 8775 Costa Verder Boulevard
501 SAN DIAGO CA 92122 ETATS-UNIS D AMERIQUE
comparant par Me BOURIEZ BRUNET 39 av Victor Hugo
75116 PARIS et par la SCP HYEST ET ASSOCIES 39 Ave
Victor Hugo 75116 PARIS

DEFENDEURS

1°) Me CANET 1 rue de la Citadelle 95300 PONTOISE, es-
qualités de liquidateur judiciaire de M. Gholam ZANDIAN JAZI
comparant par la SCP GAYRAUD 13 bis rue de l Eperon
Résidence le Clos de l Eperon 95300 PONTOISE
2°) BANK MELLI IRAN 43 avenue Montaigne 75008 PARIS
Non comparant
3°) TRESORERIE PRINCIPALE DE PARIS 64 rue du Ranelagh
75016 PARIS
Non comparant
4°) M. et Mme Jérôme BENHAMOU 68 avenue Aristide Briand
92120 MONTRouGE
Comparant par M. Jérôme BENHAMOU assisté de Me BESSIS
37 rue du Four 75006 PARIS

COMPOSITION DU TRIBUNAL

Décision réputée contradictoire et en dernier ressort.
Débats, clôture des débats et mise en délibéré lors de
l'audience du 7 Novembre 2011 en Chambre du Conseil où
siégeaient M. Joël SAHLER, Président, M. Gabriel CORON,
Juge, M. Jean Pierre GENTON, Juge, assistés de M. Etienne
GAUDICHEAU, Greffier
Délibérée par les mêmes Juges.

Prononcée publiquement par mise à disposition du jugement au
greffe du Tribunal, conformément aux dispositions de l'article
450 du code de procédure civile.

La minute du présent jugement est signée par M. Jean-Pierre
GENTON Juge, le Président M. Joël SAHLER empêché et par
Mme Dominique MASMOUDI Greffier d'audience.

LES FAITS

Par jugement en date du 03 avril 1998, une procédure de liquidation judiciaire a été ouverte à l'égard de M. Gholam Reza ZANDIAN JAZI, Maître CANET a été nommé en qualité de liquidateur ,

Par ordonnance en date du 8 avril 2011, monsieur le juge commissaire à la liquidation judiciaire de monsieur Gholam Reza ZANDIAN JAZI a autorisé la vente de gré à gré d'un ensemble immobilier sis à 75016 PARIS, 6 rue E. FOURNIER au profit de monsieur et madame Jérôme BENHAMOU demeurant à Paris (75116), 22-24 avenue Raymond POINCARE pour le prix principal de 1 600 000 euros ; monsieur Gholam Reza ZANDIAN JAZI a formé opposition à cette ordonnance ,

PROCEDURE

Par procès-verbal en date 20 avril 2011, monsieur Gholam Reza ZANDIAN JAZI a formé opposition à une ordonnance rendue par monsieur le juge commissaire à la liquidation judiciaire de monsieur Gholam ZANDIAN JAZI ; cette ordonnance en date du 8 avril 2011 a autorisé la vente de gré à gré d'un ensemble immobilier sis à 75016 PARIS, 6 rue E. FOURNIER au profit de monsieur et madame Jérôme BENHAMOU demeurant à Paris (75116), 22-24 avenue Raymond POINCARE pour le prix principal de 1 600 000 euros ,

Par la suite M. Gholam Reza ZANDIAN JAZI, maître CANET es-qualités de liquidateur de M. Gholam Reza ZANDIAN JAZI, la BANK MELLI IRAN, la trésorerie principale de Paris et monsieur et madame Jérôme BENHAMOU ont été régulièrement avisés par le greffe de la présente procédure ,

L'affaire a été renvoyée à plusieurs reprises, pour finalement être plaidée le 7 novembre 2011, monsieur Gholam Reza ZANDIAN JAZI étant représenté par Maître BOURIEZ BRUNET, maître CANET, es-qualités de liquidateur de M. Gholam Reza ZANDIAN JAZI, étant représenté par maître GAYRAUD, monsieur et madame Jérôme BENHAMOU étant représentés par maître BESSIS (monsieur BENHAMOU étant présent), la BANK MELLI IRAN et la Trésorerie principale de Paris n'étant ni présents ni représentés ,

EXPOSE ET CONCLUSIONS DE MONSIEUR ZANDIAN JAZI

Maître BOURIEZ BRUNET présente à l'audience représente les intérêts de monsieur Gholam Reza ZANDIAN JAZI ; elle informe le Tribunal de céans de la vente d'un autre bien immobilier appartenant à monsieur Gholam ZANDIAN JAZI dans le cadre de sa liquidation judiciaire pour la somme de 300 000 euros et qu'elle a contesté devant le Tribunal de Grande Instance de PONTOISE l'état de collocation établi le 5 août 2011 par maître CANET, ès qualités; elle rappelle que la créance de la BANK MELLI IRAN au passif de monsieur Gholam Reza ZANDIAN JAZI n'est pas définitivement arrêtée , elle prétend en premier lieu qu'il y a possibilité de clôturer la liquidation judiciaire de monsieur Gholam Reza ZANDIAN JAZI par apport de fonds et informe le Tribunal d'un dépôt par monsieur Gholam Reza ZANDIAN JAZI sur un compte Carpa de l'étude de la somme de 150 000 euros et qu'il n'est donc plus nécessaire de vendre l'appartement objet de la procédure; sur une question du Tribunal, elle admet en deuxième lieu que le dépôt mentionné précédemment ne permettra pas de couvrir l'insuffisance de passif de la liquidation ;

Monsieur Gholam Reza ZANDIAN JAZI demande néanmoins au Tribunal de céans de faire droit à l'opposition formulée et d'infirmer l'ordonnance du Juge Commissaire en date du 8 avril 2011 ;

EXPOSE ET CONCLUSIONS DE MAITRE CANET LIQUIDATEUR

Maître GAYRAUD, présent à l'audience, représente les intérêts de Maître CANET, es qualités de liquidateur de monsieur Gholam Reza ZANDIAN JAZI ; il a déclaré s'en remettre à justice sur la demande d'opposition à ordonnance dans cette affaire, mais souligne simplement que l'attribution du produit de la vente de l'appartement ne suffirait pas à couvrir l'insuffisance de passif, dont le reliquat après vente se situerait entre 300 000 et 500 000 euros ,

EXPOSE ET CONCLUSIONS DE MONSIEUR BENHAMOU

Maître BESSIS, présent à l'audience, représente les intérêts de monsieur et madame Jérôme BENHAMOU, il rappelle que la liquidation judiciaire de monsieur Gholam Reza ZANDIAN JAZI a été prononcée il y a plus de dix ans, qu'il s'est porté acquéreur du bien immobilier en octobre 2010 à un prix très proche de celui fixée par une agence immobilière à la diligence de monsieur Gholam Reza ZANDIAN JAZI; que depuis lors il ne note que tergiversations au sujet de l'insuffisance d'actif ou de boni de liquidation; qu'il demande que l'opposition à ordonnance soit rejetée et que la vente puisse avoir lieu au plus tôt car les fonds sont bloqués sans intérêts, causant un préjudice financier,

Monsieur et madame Jérôme BENHAMOU demande ainsi au Tribunal de céans

De constater que le prix d'acquisition offert par eux est le plus juste;

De constater que monsieur Gholam Reza ZANDIAN JAZI ne produit aucun élément qui justifie son opposition et que celle-ci est de pure forme et sans fondement,

De confirmer l'ordonnance en date du 8 avril 2011;

A titre reconventionnel

De dire qu'ils ont subi un préjudice financier et moral résultant de la mauvaise foi et des manœuvres dolosives mises en œuvre par monsieur Gholam Reza ZANDIAN JAZI,

De condamner la liquidation judiciaire de monsieur Gholam Reza ZANDIAN JAZI au paiement de la somme de 60 000 euros à titre de dommages et intérêts,

De condamner la liquidation judiciaire de monsieur Gholam Reza ZANDIAN JAZI au paiement de la somme de 6 000 euros au titre de l'article 700 du CPC et aux entiers dépens;

EXPOSE ET CONCLUSIONS DE LA BANK MELLI IRAN

Bien que régulièrement convoquée, la BANK MELLI IRAN ne se présente pas à l'audience, ni personne à sa place, et ne présente pas d'observations écrites, laissant supposer s'en remettre à justice sur le bien fondé du recours de monsieur Gholam Reza ZANDIAN JAZI,

EXPOSE ET CONCLUSIONS DE LA TRESORERIE PRINCIPALE

Bien que régulièrement convoquée, la TRESORERIE PRINCIPALE DE PARIS ne se présente pas à l'audience, ni personne à sa place, et ne présente pas d'observations écrites, laissant supposer s'en remettre à justice sur le bien fondé du recours de monsieur Gholam Reza ZANDIAN JAZI;

SUR QUOI LE TRIBUNAL

Attendu que des conclusions nouvelles établies pour monsieur Gholam Reza ZANDIAN JAZI sont parvenues au greffe du tribunal de Céans le 8 novembre 2011, soit le lendemain de l'audience de plaidoirie,

Qu'elles n'ont ni été autorisées, ni soumises au contradictoire

Qu'il y a donc lieu de les rejeter;

SUR LA DEMANDE PRINCIPALE

Attendu qu'il résulte des explications des parties et des documents produits à la cause, notamment que monsieur Gholam Reza ZANDIAN JAZI a fait l'objet d'un jugement de liquidation judiciaire en date du 03 avril 1998 par le tribunal de céans,

Que par ordonnance en date du 8 avril 2011, monsieur le juge commissaire à la liquidation judiciaire de monsieur Gholam Reza ZANDIAN JAZI a autorisé la vente de gré à gré d'un ensemble immobilier sis à 75016 PARIS, 6 rue E. FOURNIER au profit de monsieur et madame Jérôme BENHAMOU demeurant à Paris (75116), 22-24 avenue Raymond POINCARÉ pour le prix principal de 1 600 000 euros;

Que monsieur Gholam ZANDIAN JAZI a formé opposition à cette ordonnance par procès-verbal en date du 20 avril 2011;

Que le tribunal de céans a connu de la vente d'un autre bien immobilier appartenant à monsieur Gholam ZANDIAN JAZI dans le cadre de sa liquidation judiciaire pour la somme de 300 000 euros et que monsieur Gholam Reza ZANDIAN JAZI a contesté devant le Tribunal de Grande Instance de PONTOISE l'état de collocation établi le 5 août 2011 par maître CANET, ès qualités;

Que la créance de la BANK MELLI IRAN au passif de monsieur Gholam Reza ZANDIAN JAZI n'est pas définitivement arrêtée ;

Que monsieur Gholam Reza ZANDIAN JAZI a apporté la somme de 150 000 euros sur un compte CARPA de la SCP HYEST ET ASSOCIES en date du 6 mai 2011 ;

Que le montant de la créance de la BANK MELLI IRAN au passif de la liquidation judiciaire de monsieur Gholam Reza ZANDIAN JAZI n'est toujours pas définitivement arrêté ;

Mais attendu que le produit de cette première vente ainsi que le dépôt de la somme de 150 000 euros mentionnée ci-avant ne sauraient être susceptibles de désintéresser entièrement les créanciers, les parties s'accordant pour estimer l'insuffisance de passif résiduel à plus de 300 000 euros ;

Qu'en conséquence, il y lieu de dire de monsieur Gholam Reza ZANDIAN JAZI mal fondé en son recours et de l'en débouter,

Qu'il y a donc lieu de confirmer l'ordonnance entreprise en l'ensemble de ses dispositions;

SUR LA DEMANDE DE DOMMAGES ET INTERETS

Attendu que Monsieur et madame Jérôme BENHAMOU ont sollicité l'allocation de la somme de 60 000 euros, arguant d'un préjudice financier et moral résultant de la mauvaise foi et des manœuvres dolosives mises en œuvre par monsieur Gholam Reza ZANDIAN JAZI;

Mais attendu que rien ne vient à l'appui de cette demande ; que Monsieur et madame Jérôme BENHAMOU doivent donc être déboutés de leur demande de dommages et intérêts;

SUR LA DEMANDE AU TITRE DE L'ARTICLE 700 DU CPC

Attendu que Monsieur et madame Jérôme BENHAMOU ont sollicité l'allocation de la somme de 6 000 euros, sur le fondement de l'article 700 du Code de Procédure Civile ;

Mais attendu que les circonstances de la cause ne commandent pas de faire droit à cette demande ; que Monsieur et madame Jérôme BENHAMOU doivent donc être déboutés de leur demande sur le fondement de l'article 700 du Code de Procédure Civile ;

SUR LES DEPENS

Attendu que la partie perdante doit être condamnée aux dépens, par application des dispositions de l'article 696 du code de procédure civile ;

Qu'il y aura lieu de laisser ceux-ci à la charge de monsieur Gholam Reza ZANDIAN JAZI ;

Sur le délibéré

Attendu que le tribunal a fait savoir aux parties, lors de la clôture des débats, qu'il rendra sa décision pour le 28 novembre 2011, date à laquelle le jugement sera tenu à la disposition de celles-ci au greffe de ce tribunal ;

PAR CES MOTIFS

Le Tribunal, après en avoir délibéré conformément à la loi, statuant publiquement par un jugement contradictoire et en dernier ressort,

Dit monsieur Gholam Reza ZANDIAN JAZI mal fondé en son opposition à l'ordonnance du Juge commissaire, l'en déboute,

Confirme l'ordonnance rendue le 08 avril 2011 dans l'ensemble de ses dispositions,

Dit Monsieur et madame Jérôme BENHAMOU mal fondés en leur demande de dommages et intérêts, les en déboute,

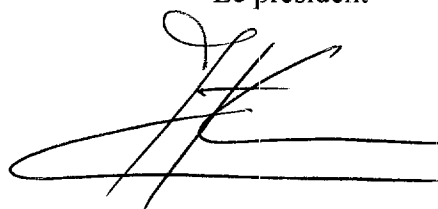
Dit Monsieur et madame Jérôme BENHAMOU mal fondés en leur demande au titre de l'article 700 du Code de procédure Civile, les en déboute,

Ordonne l'emploi des dépens en frais privilégiés de la procédure collective ;

La minute du présent jugement est signée par le Président et par le Greffier

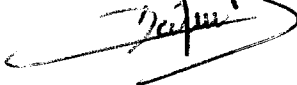
Le greffier

Le président

Par arrêt rendu le 7 juin 2012, la Cour d'Appel de VERSAILLES a dit que le juge-commissaire a statué dans les limites de ses attributions et n'a pas commis d'excès de pouvoir et a déclaré irrecevable l'appel-nullité formé par M. ZANDIAN JAZI à l'encontre du jugement rendu le 28 novembre 2011 par le Tribunal de Commerce de PONTOISE.

LE GREFFIER

A handwritten signature in black ink, appearing to be 'D. J. J.', written over the printed text 'LE GREFFIER'. The signature is stylized and somewhat illegible.

*A copy of the judgement is delivered to SCP Gayraud on 11-29-11
A copy of the judgement is delivered to Me Bessin on 12-23-11*

**COMMERCIAL
COURT
OF PONTOISE**

**JUDGEMENT OF NOVEMBER 28, 2011
8th Chamber**

N° PCL 1998J00252

Mr. Gholam Reza ZANDIAN JAZI
Against
Me CANET REPRESENTING L.J ZANDIAN JAZI
BANK MELLI IRAN
MAIN TREASURY OF PARIS
Mr. and Mrs. Jerome BENHAMOU

N° General Registry: 2011L00791

APPLICANT

Mr. Gholam Reza ZANDIAN JAZI 8775 Costa Verder Boulevard n°
501 SAN DIAGO CA, 92122 UNITED-STATES OF AMERICA
comparing by Me BOURIEZ BRUNET 39 Victor Hugo Avenue
75116 PARIS and by the SCP HYEST AND ASSOCIATED 39 Victor Hugo
Avenue 75116 PARIS

DEFENDANTS

1°) Me CANET 1 Citadelle (Citadel) Street 95300 PONTOISE, as legal
liquidator of Mr. Gholam ZANDIAN JAZI
comparing by the SCP GAYRAUD 13 bis Eperon Street
Residence Clos de l'Eperon 95300 PONTOISE
2°) BANK MELLI IRAN 43 Montaigne Avenue 75008 PARIS
Not appearing.
3°) MAIN TREASURY OF PARIS 64 Ranelagh Street
75016 PARIS
Not appearing
4°) Mr. and Mrs. Jerome BENHAMOU 68 Aristide Briand Avenue
92120 MONTROUGE
Comparing by Mr. Jerome BENHAMOU assisted by Me BESSIS
37 Four Street 75006 PARIS

COMPOSITION OF THE COURT

Deemed contradictory decision and in first instance.
Debates, closure of hearings and taken under advisement at
the hearing on November 7, 2011 in Council Chamber where
sat Mr. Joel SAHLER, President, Mr. Gabriel CORON,

Judge, Mr. Jean Pierre GENTON, Judge, assisted by Mr. Etienne GAUDICHEAU, Registrar.
Deliberated by the same Judges.

Pronounced publicly by provision of the judgment at Court Registry, in accordance with the provisions of Article 450 of the Code of Civil Procedure.
The minutes of this judgment is signed by Mr. Jean Pierre GENTON, Judge, the President Mr. Joel SAHLER prevented and by Mrs. Dominique MASMOUDI Registrar.

THE FACTS

By judgment dated on April 3, 1998, a legal liquidation procedure has been opened toward Mr. Gholam Reza ZANDIAN JAZI; Me CANET was nominated as liquidator,

By ordinance dated on April 8, 2011, Mr. the Commissioner Judge to the legal liquidation of Mr. Gholam Reza ZANDIAN JAZI authorized the sale by agreement of a property located at 75016 PARIS, 6 FOURNIER Street, for the benefit of Mr. and Mrs. Jerome BENHAMOU residing in Paris (75116), 22-24 Raymond POINCARE Avenue for the main price of 1 600 000 euros, Mr. Gholam Reza ZANDIAN JAZI opposed to this ordinance.

PROCEDURE

By minutes dated on April 20, 2011, Mr. Gholam Reza ZANDIAN JAZI opposed to an ordinance issued by Mr. the commissioner judge to the legal liquidation of Mr. Gholam ZANDIAN JAZI; this ordinance dated on April 8, 2011 authorized the sale by agreement of a property located at 75016 PARIS, 6 FOURNIER Street, for the benefit of Mr. and Mrs. Jerome BENHAMOU residing in Paris (75116), 22-24 Raymond POINCARE Avenue for the main price of 1 600 000 euros,

Thereafter Mr. Gholam Reza ZANDIAN JAZI, Maître CANET as liquidator of Mr. Gholam Reza ZANDIAN JAZI, the BANK MELLI IRAN, the main treasury of Paris and Mr. and Mrs. Jerome BENHAMOU were regularly notified by the Registry of this procedure.

The case was referred several times to be finally pleaded on November 7, 2011, Mr. Gholam Reza ZANDIAN JAZI being represented by Me BOURIEZ BRUNET, Me CANET, as liquidator of Mr. Gholam Reza ZANDIAN JAZI, being represented by Me GAYRAUD, Mr. et Mrs. Jerome BENHAMOU being represented by Me BESSIS (Mr. BENHAMOU being present), the BANK MELLI IRAN and the main Treasury of Paris being neither present nor represented.

STATEMENT AND CONCLUSIONS OF Mr. ZANDIAN JAZI

Me BOURIEZ BRUNET; present at the hearing; represents the interests of Mr. Gholam Reza ZANDIAN JAZI. She informed the Court of the sale of another property belonging to Mr. Gholam ZANDIAN JAZI as part of his legal liquidation for an amount of 300 000 euros. And that she contested in the High Court of PANTOISE the schedule of claims established on August 5, 2011 by Me CANET, she recalls that the debt claim of the BANK MELLI IRAN within the liability of Mr. Gholam Reza ZANDIAN JAZI is not definitively approved. She claims primarily that it is possible to conclude the legal liquidation of Mr. Gholam Reza ZANDIAN JAZI by a contribution of funds, and informs the Court of a deposit by Mr. Gholam Reza ZANDIAN JAZI on a CARPA account of the sum of EUR 150 000. Therefore, there is no need to sell the apartment subject of the proceedings. On a question of the court, she admits secondly that the deposit mentioned previously will not allow covering the insufficiency of the liquidation liability;

Nevertheless, Mr. Gholam Reza ZANDIAN JAZI requests to this Court to grant the opposition formulated and set aside the ordinance of the Commissioner Judge dated on April 8, 2011;

STATEMENT AND CONCLUSIONS OF Me CANET LIQUIDATOR

Maître Gayraud, present at the hearing; represents the interests of Me CANET, as liquidator of Mr. Gholam Reza ZANDIAN JAZI. He declared to refer to justice on the request of the opposition to

the ordinance in this case, but he simply underlines that the allocation of the profits from the sale of the apartment is not sufficient to cover the insufficiency of liability, of which the remaining after sale will be between 300 000 et 500 000 Euros.

STATEMENT AND CONCLUSIONS OF Mr. BENHAMOU

Maître BESSIS, present at the hearing, represents the interests of Mr. and Mrs. Jerome BENHAMOU. He recalls that the liquidation of Mr. Gholam Reza ZANDIAN JAZI was pronounced more than ten years ago. That he has acquired the property in October 2010 in a price very close to the price fixed by an estate agency at the behest of Mr. Gholam Reza ZANDIAN JAZI. That since then, he notes only prevarications on the active insufficiency or the liquidation surplus; that he requests that the opposition to the Ordinance be rejected and that the sale could take place at the earliest, because the funds are blocked without interests, causing a financial damage;

Mr. and Mrs. Jerome BENHAMOU request then to this Court

To note that the the acquisition price offered by them is the fairest;

To note that Mr. Gholam Reza ZANDIAN JAZI produces no evidence that justifies his opposition and that it is formally baseless;

To confirm the ordinance dated on April 8, 2011;

As a counterclaim

To say that they have suffered financial and moral damage resulting from the bad faith and the fraudulent tactics implemented by Mr. Gholam Reza ZANDIAN JAZI;

To condemn the legal liquidation of Mr. Gholam Reza ZANDIAN JAZI for the payment of an amount of 60 000 Euros for damages and interests.

To condemn the legal liquidation of Mr. Gholam Reza ZANDIAN JAZI for the payment of an amount of 6 000 Euros pursuant to Article 700 of CCP and all costs;

STATEMENT AND CONCLUSIONS OF THE BANK MELLI IRAN

Regularly summoned, the BANK MELLI IRAN does not attend the hearing, nor anyone in his place, and does not present written submissions, implying to defer to justice on the merits of the appeal of Mr. Gholam Reza ZANDIAN JAZI.

STATEMENT AND CONCLUSIONS OF THE MAIN TREASURY

Regularly summoned, the MAIN TREASURY OF PARIS does not attend the hearing, nor anyone in his place, and does not present written submissions, implying to defer to justice on the merits of the appeal of Mr. Gholam Reza ZANDIAN JAZI.

WHEREUPON, THE COURT

Given that, from the new conclusions drawn up by Mr. Gholam Reza ZANDIAN JAZI were received on the registry of this court on November 8, 2011, the day after the oral hearing.

That they neither have been approved nor subject to contradictory.

That they must therefore be rejected;

ON THE MAIN APPLICATION

Given that, it results from the explanations of the parties and the documents produced to the cause, in particular, that Mr. Gholam Reza ZANDIAN JAZI has been subject of a judgment of legal liquidation dated on April 3, 1998 by this Court.

That by ordinance dated on April 8, 2011, Mr. the commissioner Judge to the legal liquidation of Mr. Gholam Reza ZANDIAN JAZI, authorized the sale by agreement of a property located at 75016 PARIS, 6 FOURNIER Street, for the benefit of Mr. and Mrs. Jerome BENHAMOU residing in Paris (75116), 22-24 Raymond POINCARE Avenue for the main price of 1 600 000 euros;

That Mr. Gholam Reza ZANDIAN JAZI opposed to this ordinance by minutes dated on April 20, 2011;

That this Court has known about the sale of another property belonging to Mr. Gholam ZANDIAN JAZI as part of his legal liquidation for an amount of 300 000 euros and that Mr. Gholam ZANDIAN JAZI contested in the High Court of PANTOISE the schedule of claims established on August 5, 2011 by Me CANET;

That the debt of the BANK MELLI IRAN in the liability of Mr. Gholam Reza ZANDIAN JAZI is not definitively approved;

That Mr. Gholam Reza ZANDIAN JAZI provided the amount of 150 000 000 euros on a CARPA account of the SCP HYEST AND ASSOCIATED dated on May 6, 2011;

That the amount of the debt of the BANK MELLI IRAN in the liability of Mr. Gholam Reza ZANDIAN JAZI of the legal liquidation of Mr. Gholam Reza ZANDIAN JAZI is still not definitively approved;

But that the product of this first sale and the deposit of the sum of EUR 150 000 mentioned above cannot be sufficient to fully pay off the creditors, the parties agreeing to estimate the insufficiency of this residual liabilities over 300 000 euros,

That consequently, to Mr. Gholam Reza ZANDIAN JAZI unfounded in his appeal and to dismiss it,

That it is therefore appropriate to confirm the undertaken ordinance in all its provisions;

ON THE APPLICATION FOR THE DAMAGES AND INTERESTS

Given that Mr. and Mrs. Jerome BENHAMOU have requested the allocation of the sum of 60 000 Euros, arguing for financial and moral damage resulting from the bad faith and the fraudulent tactics implemented by Mr. Gholam Reza ZANDIAN JAZI;

However, given that nothing comes in support of this application, that the request of Mr. and Mrs. Jerome BENHAMOU for Damage and Interests may be rejected.

ON THE APPLICATION PURSUANT TO ARTICLE 700 OF CCP

Given that Mr. and Mrs. Jerome BENHAMOU have requested the allocation of a sum of 6 000 Euros, on the basis of Article 700 of the Code of Civil Procedure,

However, given that, the circumstances of the case do not order to grant this request; that the request of Mr. and Mrs. Jerome BENHAMOU may be rejected on the basis of Article 700 of the Code of Civil Procedure,

ON THE EXPENSES

Given that, the losing party shall pay the costs, pursuant to the provisions of Article 696 of the Code of Civil Procedure;

That they would be charged to Mr. Gholam Reza ZANDIAN JAZI;

On the advisement

Given that, the court notified the parties, at the closure of the hearing, that it will referred the decision to November 28, 2011, date in which the judgement will be made available to them at the Registry of this court;

FOR THESE REASONS

The Court after deliberation according to the law, acting publicly, by judgment deemed contradictory and in first instance.

States Mr. Gholam Reza ZANDIAN JAZI unfounded in his opposition to the ordinance of the commissioner judge, dismiss him.

Confirms the ordinance issued on April 8, 2011 in all its provisions;

States Mr. and Mrs. Jerome BENHAMOU unfounded on their application for damage and interests, dismiss them.

States Mr. and Mrs. Jerome BENHAMOU unfounded on their application pursuant to Article 700 of the Code of Civil Procedure, dismiss them.

Orders the use of costs in privileged expenses of the collective proceedings;

The minutes of this judgement is signed by the President and by the Registrar.

The Registrar

The President

By judgement given on June 7, 2012, the Court of Appeal of VERSAILLES announced that the Commissioner Judge stated within the limits of his assignments and has not committed an abuse of power and declared inadmissible the nullity appeal formed by Mr. Gholam Reza ZANDIAN JAZI against the judgement issued on November 28, 2011 by the Commercial Court of PONTOISE.

The Registrar



CERTIFICATE OF TRANSLATION

I, Bharathi Priya, Vendor Manager of Vanan Online Services, certify that our translator is fluent (conversant) in the French and English languages, and that the attached document is an accurate translation of the document attached entitled “**Zandian 2002L00751, Zandian 2007L01292 and Zandian 2011L00791**”.

Dated 19th day of September, 2016.

Signed by : Bharathi Priya

Printed Name : Bharathi Priya

Vanan Online Services Pvt Ltd, US Address: 146 West 29th St, 7th Floor, New York, NY 10001

Indian Address: Door 57/9 Soundraya Colony, Anna Nagar West Ext., Anna Nagar, Chennai 600101

Ph. 866-221-3843

Vanan Online Services Pvt Ltd

ISO 9001:2008

Corporate Identity Number: U74900TN2009PTC073697